

**CONSEIL REGIONAL DES JEUNES D'ILE-DE-FRANCE**

**RAPPORT SUR LES VIOLENCES URBAINES  
DE NOVEMBRE 2005**

## **INTRODUCTION**

Entre le 27 octobre et le 17 novembre 2005, de violentes émeutes urbaines ont eu lieu dans de nombreuses banlieues de la Région Ile-de-France. Il s'agissait pour l'essentiel d'incendies de voitures ou de bâtiments publics sur des secteurs très localisés, et de heurts violents opposant la nuit les forces de l'ordre à un petit nombre de jeunes (voire très jeunes comme les collégiens). Ce mouvement, qui a débuté à Clichy sous Bois, s'est ensuite propagé dans les autres cités par effet d'entraînement et d'imitation, provoquant ainsi un cercle vicieux de la violence.

Même s'il n'avait pas de revendications précises, ce mouvement – par ailleurs condamnable sur la forme – est incontestablement révélateur du malaise général qui règne dans les banlieues, et auquel les pouvoirs publics doivent apporter des solutions efficaces et rapides, sous peine de voir se renouveler ces violences avec une plus grande intensité.

Pour ce rapport, réalisé à la demande du président de la Région Ile-de-France, Jean-Paul Huchon, de la vice-présidente chargée de la démocratie régionale, Claire Villiers, et de la présidente de la commission démocratie régionale et jeunesse, Anne Souyris, notre priorité a donc été la recherche de solutions concrètes pour améliorer – à court et long terme- la situation dans les banlieues et pour mettre fin progressivement à ce malaise réel.

Dans cette optique, et après avoir recueillis les impressions des différents membres du Conseil régional des jeunes<sup>1</sup> sur ces événements et rencontrés les différents acteurs de la vie dans ces quartiers, nous avons établi une liste de priorités accompagnée de propositions concrètes.

---

<sup>1</sup> Ci-après : C.R.J.

## **SOMMAIRE**

<b>I/CONSEILLERS REGIONAUX JEUNES AYANT PARTICIPE A LA REDACTION DU RAPPORT.....</b>	<b>4</b>
<b>II/COMMUNIQUE DE PRESSE DES MEMBRES DE L'EXECUTIF DU C.R.J. TRANSMIS AU SERVICE DE PRESSE DU CABINET DU PRESIDENT POUR DIFFUSION.....</b>	<b>5</b>
<b>III/LISTE DES PROPOSITIONS DES MEMBRES DU C.R.J. ....</b>	<b>7</b>
A/ METTRE FIN A L'ENCLAVEMENT DES BANLIEUES .....	8
B/ LUTTER CONTRE L'ECHEC SCOLAIRE, FAVORISER L'EDUCATION .....	9
C/ ASSOCIATIONS .....	10
D/ EMPLOI .....	10
E/ VIE QUOTIDIENNE.....	10
F/ LOGEMENT ET URBANISME .....	11
G/ EXPRESSION DES JEUNES.....	11
H/ GENERALISATION DES BONNES EXPERIENCES .....	11
<b>IV/« AVIS PRIS SUR LE VIF » : CONTRIBUTIONS PERSONNELLES DES MEMBRES DU C.R.J.....</b>	<b>12</b>
<b>V/ LISTE DES PERSONNES AUDITIONNEES .....</b>	<b>18</b>

## **I/Conseillers régionaux jeunes ayant participé à la rédaction du rapport**

- **Benoît BERTHELOT, Yvelines**
- **Gautier BERTRAND, Paris**
- **Alexandre BUGAY, Val d'Oise**
- **Vincent CAMUS, Yvelines**
- **Julie CAPOULADE, Val de Marne**
- **Belaïd DJAOUD, Seine Saint Denis**
- **Jérémy DUCHATEAU, Seine et Marne**
- **Mehdi KELOUA, Val de Marne**
- **Marion LEVEILLARD, Paris**
- **Coralie POTOT, Seine Saint Denis**
- **Nicolas RIO, Val de Marne**
- **Lorraine RUZIE, Essonne**
- **Ahmed SALAMA, Seine et Marne**
- **Julien SANCHEZ, Hauts de Seine**

**II/Communiqué de presse des membres de l'exécutif du C.R.J.  
transmis au service de presse du cabinet du président pour  
diffusion**

Paris, le 9 novembre 2005

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

***Le Conseil Régional des Jeunes prend position  
face aux événements de cette dernière semaine***

Le Conseil Régional des Jeunes, créé en 2005 à l'initiative du Conseil Régional d'Ile de France, est constitué de 140 membres âgés de 15 à 21 ans, représentatifs de la jeunesse francilienne dans toute sa diversité. C'est une institution de consultation et de proposition, source d'idées innovantes.

Le Conseil Régional des Jeunes ne peut rester passif face aux manifestations d'une rare violence qui agitent la région depuis maintenant plus d'une semaine.

Nous, jeunes membres du Conseil Régional des Jeunes représentatifs des jeunes d'Ile de France, conscients des problèmes présents dans les banlieues et soucieux de participer à leur règlement, regrettons les violences qui s'y déroulent.

Nous appelons donc au calme dans toutes les banlieues d'Ile de France, et nous invitons tous les jeunes, les associations et les élus locaux à prendre contact avec le Conseil Régional des Jeunes pour construire l'avenir ensemble.

**Les membres de l'exécutif du Conseil régional des jeunes :**

- **Alexandre Bugay**, Porte-parole
- **Lorraine Ruzié**, Porte-parole
- **Mehdi Keloua**, Secrétaire général
- **Coralie Potot**, Secrétaire générale
- **Belaïd Djaoud**, président de la commission "Education, action citoyenne, formation et prévention"
- **Marion Leveillard**, présidente de la commission "Sports, loisirs, culture"
- **Nathalie Jarno**, présidente de la commission "Solidarités"
- **Lydie Morin**, présidente de la commission "Transports, environnement"
- **Salim Saïfi**, Président de la commission "Logement"
- **Jacks Yalap**, Président de la commission "Emploi"

**Contact : [crj@iledefrance.fr](mailto:crj@iledefrance.fr)**

### **III/Liste des propositions des membres du C.R.J.**

## **A/ Mettre fin à l'enclavement des banlieues**

- **Encourager la mobilité des jeunes en dézonnant la carte Imagin'R dès le vendredi soir et en renforçant les réductions et avantages qui sont associés à cette carte dans le domaine de la culture et des loisirs grâce à de nouveaux partenariats commerciaux :** Une étude de faisabilité a été demandée à la Région par le C.R.J. à ce sujet
- **Dézoner les prix des billets pour les jeunes sans carte « Imagin'R » :** le coût des titres de transports ne cesse d'augmenter et freine les possibilités de déplacements. Un dézoning sur la base d'un billet à tarif unique pour toutes les zones serait un élément essentiel au désenclavement de certaines villes.
- **Créer plus de lignes rapides (bus, métro et RER) de transports banlieue – banlieue :** les jonctions entre les différentes villes de banlieues sont aujourd'hui très insuffisantes et beaucoup nécessitent de passer par Paris. Très souvent également, la fréquence des trains et bus sur ces lignes est très insuffisante, particulièrement le week end et en soirée. Par exemple, pour aller de Saint Denis à Nanterre en transport en commun, le passage est obligatoire par Paris et rallonge considérablement la durée de trajet.
- **Renforcer la fréquence des bus « Noctiliens » et surtout des trains « Transiliens » la nuit vers la petite et la grande couronne :** les lignes de bus de nuit ne permettent pas d'atteindre la majorité des villes de petite et surtout de grande couronne, ce qui empêche les jeunes de rentrer chez eux le soir s'ils habitent loin de Paris. Il est nécessaire de permettre aux trains « Transiliens » de circuler toute la nuit afin d'établir de meilleures jonctions Paris-banlieue et banlieue-banlieue la nuit.
- **Mieux adapter les transports en commun aux besoins des travailleurs :** certains bassins d'emploi de Clichy sous Bois (également de Roissy, Orly, la Plaine Saint Denis...) sont très mal desservis, notamment la nuit. Favoriser la mobilité c'est aussi favoriser l'emploi.
- **Mettre en place un système de bourses pour le permis de conduire :** la possession du permis est bien souvent un passeport pour l'emploi alors que son prix reste inaccessible pour une majorité de jeunes.
- **Multiplier les accompagnateurs dans les bus :** afin de créer du lien social et éviter les incivilités dans les bus. Ces accompagnateurs pourront être des jeunes sans emploi issus de milieux défavorisés.
- **Favoriser l'embauche des chauffeurs parmi les habitants des quartiers.**

## **B/ Lutter contre l'échec scolaire, favoriser l'éducation**

- **Soutenir la semaine de l'éducation contre le racisme et les discriminations, en favorisant des actions d'éducation civique et historique.**
- **Numéro vert pour l'orientation accessible jusqu'à 22 heures :** l'orientation est un vrai parcours du combattant pour la grande majorité des élèves, du collège au lycée. Les élèves sont noyés sous l'abondance des brochures scolaires d'orientation, mais on ne prend pas le temps de les expliquer. L'orientation des élèves nécessite de plus en plus d'études au cas par cas.
- **Prise en charge individuelle des jeunes déscolarisés avec un bureau de suivi :** les jeunes en échec scolaire et/ou déscolarisés doivent être traités au cas par cas avec une prise en charge complète et individuelle par des professionnels de l'orientation et un suivi régulier de ces jeunes doit être en place afin de trouver des solutions aux problèmes et difficultés de tous.
- **Favoriser les études après les cours dans les établissements dès l'école primaire :** car c'est à l'école élémentaire que l'on acquiert les automatismes indispensables à la poursuite des études.
- **Locaux ouverts aux lycéens qui veulent travailler le soir jusqu'à 22h :** ce qui nécessiterait d'engager de nouveaux assistants d'éducation.
- **Créer un poste d'éducateur chargé uniquement de soutenir les lycéens dans la construction de projets :** en collaboration par exemple avec le dispositif « Projets Passions ».
- **Généraliser le tutorat vertical (des étudiants d'université ou de grandes écoles viennent soutenir et approfondir les connaissances des élèves) :** quelques associations ont déjà mis en place ce genre de dispositifs, elles méritent d'être aidées. Ce tutorat doit être généralisé en accord avec les établissements d'enseignement.
- **Multiplier le tutorat horizontal (création de projets communs, de jumelages, et d'échange entre des lycées de ZEP et les autres lycées) :** permettra à tous de mieux se connaître et de s'accepter (dispositifs des correspondants entre lycées).
- **Infrastructures des lycées ouvertes et accessibles pendant les vacances :** afin de permettre un accès des jeunes aux équipements sportifs et associatifs du lycée, sous la surveillance d'assistants d'éducation.
- **Renforcer le nombre de postes d'infirmières scolaires :** le constat est le même partout, bon nombre d'établissements ne disposent pas d'infirmière scolaire à plein temps, alors que celle-ci est très souvent un des premiers acteurs de la vie scolaire auprès desquels les jeunes se confient et se renseignent.

## **C/ Associations**

- **Modifier le système de subvention aux associations pour permettre de participer au financement du fonctionnement de ces structures.**
- **Instaurer un système de subventions matérielles : prêts de locaux, formation, mise à disposition de personnel (par exemple pour l'aide à la comptabilité) :** aujourd'hui, elles manquent de plus en plus de moyens et sont contraintes de renoncer à certaines activités en faveur des jeunes. Il y a nécessité également d'un suivi régional de l'action de ces associations sur le terrain.
- **Faciliter l'accès des associations aux établissements scolaires :** notamment les associations d'aides aux devoirs scolaires et de lutte contre les discriminations.
- **Multiplier les guichets uniques aux associations.**

## **D/ Emploi**

- **Organiser des rencontres entre les jeunes et des acteurs du monde du travail (forums).**
- **Développer la mise en place dans les ZUS (zones urbaines sensibles) des « cyber-centres » d'accès à l'emploi,** en s'appuyant sur les compétences de l'ANPE et des missions locales.

## **E/ Vie quotidienne**

- **Ne pas se désintéresser des échéances politiques, promouvoir la participation politique des jeunes.** Chacun de nous porte une part de possibilité de changement. Une campagne d'appel au vote sera organisée la Région suite à proposition du C.R.J.
- **Améliorer les rapports entre les jeunes et la police :** favoriser la prévention tout en augmentant la présence policière dans les banlieues. Former les forces de police au dialogue avec les habitants.
- **Accès aux équipements sportifs (piscines, stades, gymnases...) le soir jusqu'à 22h :** afin de permettre aux jeunes de s'occuper plus tardivement et de ne pas dépenser leur énergie dans des actes de délinquance.
- **Création d'antennes polyvalentes de renseignements pour les jeunes :** dans les quartiers difficiles les jeunes n'ont pas toujours connaissance des services et loisirs qui sont mis à leur disposition (bourses d'emploi, chèques cultures ...).

## **F/ Logement et urbanisme**

- **Augmentation du financement du renouvellement urbain, favoriser le maillage urbain** : en 2003, l'effort total de la France en faveur de la politique de la ville et du développement social urbain ne représentait que 5,7 milliards d'euros, soit 0,36 % du PIB. Pour comparaison, l'Allemagne a consacré chaque année 3,5% de son PIB à la réunification et au renouvellement urbain qu'elle impliquait pendant dix ans.
- **Mieux impliquer les associations et les responsables locaux en matière d'urbanisme social** : la requalification des zones à haute densité d'HLM nécessite une participation active des habitants, donc la mise en place de réseaux de relais décisionnels, associatifs, et plus largement, représentatifs. La cohésion urbaine passe ensuite par le maintien, voire le retour de catégories sociales intermédiaires, ce qui nécessite une certaine part d'aides. En outre, une grande attention devrait être portée à la pénurie de logements sociaux destinés à l'installation de jeunes d'une part, et des familles de grande taille d'autre part.
- **Favoriser la participation des associations d'habitants à la gestion des logements HLM.**
- **Former et valoriser le métier de gardien d'immeuble.**
- **Favoriser les repas de quartier et les buffets républicains.**
- **Aménager le cadre de vie des cités en multipliant les commerces de proximité et les espaces verts.**
- **Favoriser le logement qualitatif au quantitatif** : exemple des cités pavillonnaires.

## **G/ Expression des jeunes**

- **consacrer une page du journal de la Région Ile-de-France aux jeunes et leur laisser la possibilité d'y écrire des articles.**

## **H/ Généralisation des bonnes expériences**

- **création d'un questionnaire diffusé à l'ensemble des communes et départements de la Région recensant l'ensemble des expériences efficacement menées. Le but étant de faire remonter l'ensemble de ces bonnes expériences à la Région.**

**IV/« Avis pris sur le vif » : contributions personnelles des membres du C.R.J.<sup>2</sup>**

---

<sup>2</sup> Contributions demandées par mel à tous les membres du C.R.J. courant janvier 2006.

À ce sujet je ne sais pas vraiment quoi dire je pense le plus intéressant serait d'interroger les protagonistes pour en connaître les raisons. Je pense que c'est une chose qui était en gestation depuis des années c'est du au mépris et le manque de considération à l'égard des gens de banlieue. Et les propos de ces dernières semaines ont démontré qu'il y avait bien du mépris et manque de considération.

### **Dierry – Val de Marne**

---

Je vous écris à propos de la demande que vous nous avez formulée concernant les récents événements survenus dans différents quartiers d'Ile de France.

Je n'ai pas été directement confrontée à ces problèmes dans la ville dans laquelle j'habite mais j'ai pu me rendre compte de l'ampleur de la crise grâce au récit de plusieurs amis qui en ont souffert directement. Je n'en ai pas moins une opinion très précise et je suis assez révoltée par quelques mesures prises par le gouvernement en place. Je suis contre l'utilisation systématique de la force pour régler les problèmes même si le cas présent nécessitait une réaction rapide mais adaptée des forces de l'ordre.

L'élément déclencheur a été, selon moi, le ras-le-bol collectif d'une partie de la population qui souffre d'une déconsidération de l'état à propos de leurs difficultés économiques, des inégalités sociales, des discriminations et du racisme, omniprésents dans la plupart de ces quartiers. Les causes profondes s'illustrent, d'après moi, par un manque constant de formation qui débute dès l'enseignement primaire très inégalitaire, par la suppression des emplois jeunes, par un taux de chômage fort et l'augmentation des emplois précaires...

### **Julie – Val de Marne**

---

Plus de 6000 véhicules brûlés : voitures, autobus, camions de pompiers ; des dizaines de bâtiments incendiés : magasins, entrepôts, ateliers, gymnases, écoles, crèches ; plus d'un millier d'arrestations et déjà plus d'une centaine de peines de prison prononcées ; plusieurs centaines de blessés : des manifestants, mais aussi des policiers et plusieurs dizaines de pompiers ; des coups de feu tirés sur la police. Chaque nuit, depuis le 27 octobre, c'étaient par centaines qu'étaient touchées des communes dans toutes les régions du pays. Des communes et des quartiers parmi les plus pauvres, ou s'entassaient, dans des tours sinistres, des millions d'individus défavorisés, en grande majorité originaires du Maghreb ou d'Afrique noire. Ce qui frappe, plus encore que l'ampleur des dégâts et des violences, c'est leur totale absurdité.

Les principales victimes des violences ce sont leur propre famille ou leurs proches : des petits frères ou sœurs qui ne pourront plus aller dans leur école habituelle, des parents qui ont perdu leur voiture qui leur sera remboursée à un prix dérisoire car ancienne et achetée d'occasion, qui seront obligés de faire leurs achats loin de leur domicile puisque le magasin de proximité a volé en fumée. En outre, ce n'est nullement dans les quartiers favorisés que les jeunes déchaînent leurs actions violentes mais dans les quartiers qu'ils habitent et qui seront encore plus sinistres et invivables qu'auparavant. De même, les blessures infligées aux pompiers, des personnes dont c'est la profession de secourir les autres, souvent au péril de leur vie, ne peuvent que choquer. Comme sont choquantes les blessures infligées aux passagers d'un bus auquel on a mis le feu et, également, la mort d'un homme de soixante ans frappé par un jeune qu'apparemment il voulait empêcher de commettre des violences.

Mais quelles sont les causes profondes de cette crise, et quels éléments de réponse peut-on y apporter ?

Les départements les plus touchés semblent concentrer et cumuler de manière exacerbée la majeure partie des handicaps sociaux de ce nouveau millénaire. On peut souligner les points suivants :

- une forte densité de population (jusqu'à 6000 habitants aux km<sup>2</sup>) comptant une importante proportion de jeunes (28,5 % de la population a moins de 20 ans dans le 93) concentrée dans les logements sociaux des cités (290 cités de plus de 2000 habitants, certaines atteignant 15 à 20 000 habitants ; le logement social représente 32 % du parc locatif en Seine Saint Denis) ;
- un nombre très important de familles d'ouvriers et d'employés par rapport à la situation de l'Ile-de-France (à l'inverse, les cadres sont peu représentés) ;
- une population "quart-mondisée" avec un très fort taux de chômage ;
- une grande misère et un endettement massif combinés avec le développement d'une économie parallèle (41,7 RMistes pour 1000 habitants, Seine Saint Denis) ;
- un renforcement du communautarisme accompagné parfois de sectarisme dans les engagements religieux ;

- une fracture civile avec les zones de "non droit" dans lesquelles se développe la violence (taux de délinquance 77,7 pour 1000 habitants).

La forte paupérisation des familles d'origine étrangère et le chômage en général engendrent une déstructuration sociale et une implosion de la structure familiale, associés à des tensions permanentes dans ces quartiers, souvent accompagnés de violences.

Tous ces points expliquent, au moins partiellement, le sentiment de crise profonde qui entoure la récente explosion des banlieues.

Quels éléments de réponse peut-on apporter à cette crise ?

Compte tenu de la complexité du problème, nos recommandations ne peuvent prendre les traits de solutions univoques, parfaitement abouties, universellement applicables et immédiatement opératoires. Elles se présentent plutôt comme des axes de travail à usage des pouvoirs publics, dégagés à partir de trois idées directrices : la réduction de la distance sociale, la cohésion urbaine et la lutte contre les discriminations.

-Relancer l'égalité des chances, du primaire au supérieur : concentrer davantage de moyens sur les secteurs géographiques où les populations sont les plus démunies. Augmenter les dotations des établissements en auxiliaires d'éducation ;

-Rétablir l'égalité des chances d'accès à l'emploi : En s'appuyant sur les compétences de l'ANPE et des missions locales, développer la mise en place dans les ZUS (zones urbaines sensibles) des « cyber-centres » d'accès à l'emploi ;

-Mieux impliquer les associations et les responsables locaux en matière d'urbanisme social : la requalification des zones à haute densité de HLM nécessite une participation active des habitants, donc la mise en place de réseaux de relais décisionnels, associatifs, et plus largement, représentatifs. La cohésion urbaine passe ensuite par le maintien, voire le retour de catégories sociales intermédiaires, ce qui nécessite une certaine part d'aides. En outre, une grande attention devrait être portée sur la pénurie caractérisée de logements sociaux destinés à l'installation de jeunes d'une part, et des familles de grande taille d'autre part ;

-Lutter contre les discriminations, sur le sexe, sociales, « raciales » ou « ethniques » et « urbaines », en renforçant le dialogue social, et à travers les associations et institutions existant pour faire valoir le droit des victimes.

**Vincent – Yvelines**

---

Les violences urbaines qui ont eu lieu à la fin de l'année 2005 n'ont rien d'étonnantes. Pourtant à mon sens, si il ne fait aucun doute que le modèle d'intégration français a été mis à mal et la passivité des gouvernants depuis un certain temps à l'égard des conditions sociales difficiles dans les cités et le phénomène de « ghettoïsation » ont été sanctionnés, je pense que la prévention, absolument nécessaire pour ne plus voir le malaise des banlieues se transformer en escalade de violence mais au contraire le voir disparaître, passe avant tout par la répression des méfaits. Il ne faut pas oublier que lors de ces émeutes, des personnes ont été mis en danger par des violences qu'elles ne pouvaient que subir. Le malaise est réel et la capacité d'écoute des responsables politiques de gauche comme de droite est un enjeu pour la compréhension des faits. Une voiture a brûlé devant ma porte et les gares RER que des usagers devaient emprunter pour se rendre au travail sont devenues pour certaines des zones de non droit. Je pense qu'il ne faut pas toujours pour autant chercher des excuses mais plutôt des solutions. Ceux qui détruisent, qui maltraitent, qui insultent, et qui produisent de la violence en général doivent être sanctionnés. On n'a aucune légitimité à ne pas respecter la loi et à mettre ses concitoyens en danger. En revanche, les causes profondes de ce malaise, réelles, doivent être étudiées au plus vite et les personnes qui ont tenu à faire passer un message doivent être entendues, bien que la façon de s'exprimer de certains soit intolérable. N'oublions pas ceux qui ont subi les violences, qui sont d'accord avec le malaise profond qui existe et qui n'ont pas eu la possibilité de s'exprimer car refusant la violence et obligés de la subir.

**Adrien – Val-de-Marne**

---

Mon « analyse » des violences urbaines est assez simple, tout en reprenant certains points des « analystes ». Dans ce que j'ai pu voir dans mon quartier (Noisiel+Champs sur marne), de jeunes collégiens allaient à la sortie des cours brûler des voitures dans les parkings de leurs immeubles.

Le soir, les plus grands prenaient le relais, bien que ces plus grands n'aient en général pas plus de 16-17 ans. Je vois donc là l'œuvre de jeunes délinquants profitant de la situation. Je ne crois vraiment pas que ces jeunes avaient de réelles revendications derrière leurs actes ; je ne nie pas le fait que cela existe chez certains émeutiers mais d'après ce que je sais et ce que j'ai vu, cela se résume à de la pure délinquance et il n'y a pas à chercher d'excuses dans ce cas.

Pour les causes profondes, je n'arrive pas à en trouver, pour moi ces émeutes partent d'une poursuite avec la police, puis ces émeutes ont été instrumentalisées par certains pour leur donner une certaine légitimité.

Cependant, les discriminations à l'embauche semblent malheureusement subsister (sans les relier aux émeutes) il faudrait absolument y travailler.

Voilà mon analyse, si elle peut vous être utile...

**David – Seine et Marne**

---

Je n'ai pas assisté aux émeutes qui se sont déroulés, car j'habite en plein centre de Paris. J'ai donc eu uniquement les informations reportées par les médias.

Je pense que les émeutes qui se sont déroulées sont le résultat d'un malaise profond qui réside par les jeunes habitants des cités. En effet la majorité sont exclus du marché du travail "d'office", de par leur couleur de peau ou de leur nom. Ceci ne doit pas être pris de "pitié". Le ministre de l'intérieur a eu les bonnes réactions, on ne doit pas céder à de telles violence, peu importe le contexte. Il faut cependant prendre des mesures urgente pour aider ces personnes pour être considéré comme étant "normales". Il n'est pas normal qu'un jeune habitant du 16eme "qui a l'air commun" et qui transporte et consomme de la cocaïne ou autre aie moins de chance d'être "choper" qu'un autre "Mohamed" qui habite la cité et qui a beaucoup plus le "sens de la vie" que ce dernier!!

Voilà,

**Félix - Paris**

---

Comme chacun a pu s'en rendre compte, les émeutes qui ont eu lieu dans les banlieues parisiennes d'abord, mais qui surtout se sont étendues à travers toute la France révèlent un profond problème qui mine notre société. Si certains actes de rébellion relèvent de l'instinct grégaire ou encore de l'envie de faire parler de soi, le déclenchement de ces événements montre qu'un grand nombre de jeunes vivent dans un monde complètement déphasé par rapport à la vie régulière de la communauté française. A ce titre, on peut parler de véritables ghettos en ce qui concerne certaines banlieues d'où sont parties les manifestations. La séparation qui marque ces milieux se situe à deux niveaux.

D'une part, le fait que des citoyens puissent se plaindre d'un défaut d'assistance étatique dans leurs problèmes de chômage ou de précarité alors que l'Etat offre une aide conséquente à toutes les formes de situations personnelles difficiles en France dévoile un dysfonctionnement lourd dans le système de soutien des populations défavorisées. Il convient alors d'étudier comment les aides sont fournies et comment elles sont reçues et de trouver ce qui manifestement doit bloquer le processus.

A ce niveau, on ne peut pas traiter le problème de discrimination dans l'embauche, qui, tout malheureux qu'il soit, ne peut pas être résolu directement par les institutions, au risque de trouver un remède pire que le mal. Seul une évolution des mentalités et une meilleure reconnaissance du talent peuvent être salvatrices en ce domaine. En revanche des projets de formation et de mobilisation des jeunes peuvent être engagés, et au besoin perfectionnés par un meilleur suivi, en ce qui concerne les manques de qualification et d'implication politique.

D'autre part, la survenance d'agissements tout à fait abjects au cours des émeutes ne doit pas être oubliée. La décision parfaitement consciente de délinquants, même mineurs, agissant avec un complet discernement, de pulvériser tant des biens matérielles que des vies humaines, par des atteintes morales ou physiques, est inadmissible, quelque alarmante que soit leur situation. En outre les attentats commis envers des symboles de la République, y compris des services d'urgence comme les pompiers, montre à quel point les auteurs de ces actes sont totalement inaptes à l'intégration dans la société française, voire à toute vie sociale. Une répression exemplaire et une présence policière accrue auprès de ces individus ou de ceux qui s'engagent sur une voie similaire sont donc parfaitement justifiées.

**Jean-Baptiste – Hauts de Seine**

J'habite à Mantes la Jolie, ville tristement réputée pour son quartier sensible, le Val Fourré, qui n'a pas été aussi touché qu'on aurait pu le craindre. Je pense que la violence est le moyen le plus marquant pour se faire entendre, hélas, et c'est ce qui s'est passé lors des incidents, particulièrement médiatisés. Les éléments déclencheurs, aussi regrettables soient-ils, n'étaient qu'un prétexte. Les jeunes des cités voulaient certainement exprimer un ras-le-bol dont on connaît les causes (chômage, logement, discriminations...). L'expérience montre qu'un réaménagement des quartiers améliore nettement la situation, c'est ce qui se passe dans ma ville : destruction des tours, construction de centres d'attraction dans les cités (grande piscine par exemple) pour atténuer l'enclavement... Je pense que les associations ont un grand rôle à jouer également. Il n'y a pas de formule miracle pour régler tous les problèmes, ça ne peut se faire que grâce à un travail de fourmi qui passe en partie par les associations, qui peuvent permettre d'autres formes d'expression que la violence. Je crois que la région a un rôle très concret à jouer dans ce domaine.

**Benoît - Yvelines**

---

Les incivilités et troubles à l'ordre public sont un phénomène endémique des Quartiers dits « à problèmes », où les dégradations de véhicules sont quotidiennes (environ 90 voitures sont brûlées chaque nuit en France dans des zones périurbaines difficiles).

Au-delà de ce constat, une crise révélatrice a eu lieu à l'automne 2005 s'étendant à toute la France depuis Clichy-sous-Bois, avec l'explosion du nombre de voitures incendiées : du 27 octobre au 17 novembre 2005, environ 10 000 véhicules ont ainsi été détruits, jusqu'à 1500 dans la seule nuit du samedi 12 au dimanche 13 novembre comme l'évoquait le sociologue Jean BAUDRILLARD dans Libération le vendredi 18 novembre 2005. Selon le rapport annuel du Ministère de l'Intérieur, les violences urbaines se sont illustrées par 23 851 « faits », contre 7 850 en moyenne par mois sur l'année 2005. Parallèlement, les forces de l'ordre ont interpellé environ 3 000 personnes parmi lesquelles de nombreux mineurs, avant que la loi de 3 avril 1955 n'instaure un état d'urgence le 8 novembre 2005, et qu'un couvre-feu soit arrêté dans plusieurs communes d'Île-de-France.

#### §1. Le constat d'une triple crise au regard des revendications des jeunes concernés.

##### A Une crise culturelle.

Les populations concernées sont généralement issues de l'immigration, ne se sont-elles pas pleinement intégrées. Constat : les jeunes évoquent des discriminations dont ils seraient victimes, mais n'invoquent aucune appartenance proprement culturelle, ou religieuse, au-delà de celle de Beur, c'est à dire finalement une conception assez clanique, géographique (selon qu'ils habitent telle ou telle cité). L'absence de revendication religieuse est un constat qui peut également être dressé par les faibles échos des imams appelant au calme.

##### B Une crise familiale.

Les personnes interpellées à l'issue des événements sont jeunes, souvent mineures. Ici est ainsi dénoncée une crise familiale, avec l'absence de toute autorité des parents, qui subissent un fort taux de chômage, n'ont que de faibles revenus (dans certains cas, ce sont les enfants qui font vivre leur famille par une économie parallèle de vol, de deal...). Dès lors, les parents, qui traditionnellement ont une autorité affirmée sur leur progéniture, que ce soit dans les pays du Maghreb ou d'Afrique subsaharienne, ne peuvent s'opposer aux agissements de leurs enfants. Ceci sans même évoquer le cas de familles monoparentales avec l'absence évidemment régulière de parent. C'est cette crise qui a permis à ces jeunes de se retrouver réunis, tardivement le soir pour incendier les véhicules.

##### C Une crise sociale.

Évoquée à l'instant pour les parents, la question du chômage se pose avec une particulière acuité concernant les jeunes. Le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans issus de l'immigration en Île-de-France est de 30 %. C'est cette inactivité qui a justifié cette violente expression de leur crise de confiance dans les institutions. C'est également ce phénomène qui a laissé à ces jeunes l'opportunité de passer ces nombreuses nuits blanches. Ce fort taux de chômage des jeunes n'est pas une particularité des cités ou des populations issues de l'immigration, même s'il s'accroît dans ce contexte. En effet, contre un taux général de chômage de 9,6% de la population active, ce sont 22% des 15-24 ans qui sont sans emplois en 2004, selon l'INSEE.

#### §2. Les bonnes et mauvaises réponses à apporter.

##### A La réponse à la crise culturelle.

Une mauvaise réponse serait de favoriser la ghettoïsation communautariste de ces populations. Si l'on peut penser ainsi assurer une certaine paix sociale aujourd'hui, c'est au prix de l'intégration de

ces populations, demain. Ce n'est pas en les cloîtrant entre elles que ces personnes pourront s'ouvrir la culture française qu'il leur faudra assimiler dans tous les cas, pour trouver un travail, gagner leur vie. Preuve de la mauvaise analyse évoquée, dès qu'elles en ont les moyens ces populations quittent les quartiers que nous étudions. Malheureusement, elles en ont de moins en moins les capacités financière (hausse des loyers, des prix du marché de l'immobilier, et endettement croissant de ces populations).

Ainsi, à l'inverse, et ceci quel qu'en soit le coût actuel, il est nécessaire d'assurer une réelle mixité ethnique dans ces quartiers et même sociale afin d'en résorber les caractéristiques (chômage, dégradation, insécurité, fondamentalisme religieux, commerce parallèle et trafics divers...). Dans ce cadre, l'application de la SRU est à assurer, et il convient de tout faire pour aider les communes qui doivent faire face à de telles mesures de déségrégation.

#### B Les politiques familiales.

De même des politiques trop assistantielles ont montré leurs limites. Sans se prononcer sur le retrait des allocations familiales en cas de démission parentale, il convient de trouver les instruments permettant une réelle responsabilisation des parents qui ne le sont pas, et une aide aux parents responsables mais qui ne savent pas comment restaurer leur autorité parentale.

#### C Une crise sociale.

La discrimination positive n'est sans doute pas la réponse à ces problèmes, comme le montre les limites de cette « *affirmative action* » aux Etats-Unis. Elle ne peut mener qu'à une déconsidération des « assistés » par ceux qui ne le sont pas, et au niveau du recrutement, l'on voit difficilement comment concilier l'impératif d'égalité avec celui de liberté d'entreprendre (constitutionnellement garantie), ou du commerce et de l'industrie (liberté légalement protégée).

En revanche, des solutions alternatives doivent permettre de pallier les effets négatifs d'une scolarité dans les ZEP. Au-delà des initiatives de Sciences-po, il faut parvenir à mettre en œuvre des parrainages entre grandes écoles, CPGE (Classes préparatoires aux Grandes Ecoles) et lycées de ZEP. Parallèlement, comme le propose la dernière publication de l'Institut Montaigne, les concours ne doivent plus être vecteur de ségrégation sociale, avec des compositions, des épreuves de langues et de culture générale trop poussées et favorisant les plus aisés des candidats. La carte scolaire est peut-être également un élément dont il faudrait revoir la pertinence. Enfin, il faut travailler de concert avec les rectorats, dans le but de limiter une auto-limitation des ambitions des plus brillants élèves de ZEP qui intériorisant les difficultés de leurs quartiers ne s'estiment pas suffisamment pour simplement présenter les concours.

**Gautier - Paris**

---

J'habite à Fontainebleau et la "crise des banlieues" n'a pas provoqué de dégâts ici, mais plutôt des questionnements.

Je me suis demandé comment on pouvait en arriver à ce point: la violence comme unique moyen de parole ...et puis j'ai longuement réfléchi et je me suis dit que c'était certainement car ces jeunes n'avaient pas d'autre moyen d'exprimer leur désarroi (pas de travail et tout ce que cela engendre c'est à dire pas de vie sociale, pas d'argent, pas de moyen de sortir du quartier ...)

La région devrait faire un pas vers ces jeunes pour essayer de comprendre leurs problèmes et les aider à s'insérer (par le travail) dans la société.

**Elodie – Seine et Marne**

## **V/ Liste des personnes auditionnées**

<b>M.</b>	<b>Pierre</b>	<b>BEDIER</b>	Député des Yvelines, Président du Conseil Général Ancien Ministre, Ancien Maire de Mantes-la-Jolie
<b>M.</b>	<b>Jean- Michel</b>	<b>BELORGEY</b>	Président de Section au Conseil d'Etat, Membre de la Commission centrale d'aide sociale, de la Commission de Recours des Réfugiés Ancien Député de l'Allier et Président de la Commission des Affaires sociales à l'Assemblée nationale, Président du Comité d'évaluation de la politique de la Ville
<b>M.</b>	<b>Michel</b>	<b>BOUGAIN</b>	Maire de l'Île Saint Denis, Vice-président de Plaine Commune
<b>M.</b>	<b>Patrick</b>	<b>BRAOUZECK</b>	Député de Seine Saint Denis, Président de Plaine Commune
<b>Melle</b>	<b>Romy</b>	<b>CANVOT</b>	Adjoint de Sécurité, Direction Départementale de la Sécurité publique de la Seine-Saint-Denis, E-M Bureau Départemental des Systèmes Informatiques et des Télécoms
<b>Mme</b>	<b>Isabelle</b>	<b>DEBRE</b>	Sénatrice des Hauts de Seine, Maire adjointe de Vanves
<b>M.</b>	<b>Julien</b>	<b>DRAY</b>	Porte parole du PS, Vice Président de la Région Ile-de-France, député de l'Essonne
<b>M.</b>	<b>Jean-Pierre</b>	<b>DUPORT</b>	Conseiller d'Etat Ancien Préfet de Seine Saint Denis, Ancien Préfet d'Île-de-France
<b>Pr.</b>	<b>Pierre- Louis</b>	<b>FAGNIEZ</b>	Député du Val de Marne, Conseiller général du Val de Marne
<b>M.</b>	<b>Jean-Marc</b>	<b>FOURNIER</b>	Président Fondateur de l'Association Tremplin Ancien élève de l'Ecole Polytechnique
<b>M.</b>	<b>Roger</b>	<b>KAROUTCHI</b>	Sénateur des Hauts de Seine, Conseiller régional d'Île de France Ancien Vice Président du Conseil Régional Ile de France
<b>M.</b>	<b>Mohammed</b>	<b>KASBY</b>	Directeur du Centre de ressources associatives de Mantes la Jolie
<b>M.</b>	<b>Sébastien</b>	<b>LACOSTE</b>	Trésorier Fondateur de l'Association Tremplin Ancien élève de l'Ecole Polytechnique
<b>Pr.</b>	<b>Hugues</b>	<b>PORTELLI</b>	Sénateur du Val d'Oise, Maire d'Ermont, Président de l'E.P.C.I. Val et Forêt
<b>M.</b>	<b>Dominique</b>	<b>SOPO</b>	Président de S.O.S. Racisme